

16 octobre 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE A L'ISSUE DU CONSEIL EUROPÉEN

Emmanuel MACRON

Bonjour Messieurs-Dames.

A l'issue de ce Conseil, je venais rendre compte des discussions et des décisions prises.

Nous avons d'abord eu un échange hier après-midi sur le Brexit. La discussion a montré d'abord un véritable consensus, une unité, une fermeté aussi entre l'ensemble des États membres. Il n'y a pas de divisions, il n'y en avait pas pour l'accord de retrait, il n'y en a pas pour les relations futures mais bien un soutien unanime au négociateur qui est le nôtre, Michel BARNIER, sur nos priorités : une concurrence équitable, des règles claires pour nos pêcheurs et une gouvernance clarifiée. Nous nous préparons à un accord mais pas à tout prix. Nous avons autorisé notre négociateur à poursuivre les négociations pour les deux prochaines semaines dans cet esprit. Comme je le disais, nous souhaitons un accord. Nous sommes conscients que cela nécessite des efforts en particulier du Royaume-Uni. Mais nous gardons toujours en tête que c'est aussi le Royaume-Uni, qui a souhaité quitter l'Union européenne, et qui quitte l'Union européenne et qui a, bien plus encore que nous, besoin d'un accord. Je pense qu'il ne faut jamais oublier ces deux points, surtout dans ces moments où les négociations rentrent dans une phase plus active.

Nous avons ensuite eu hier soir un échange nourri sur la situation de l'épidémie dans nos pays et partout en Europe. Suite à notre précédent échange, une recommandation a pu être adoptée au niveau des ministres et de nos services qui donne plus de prévisibilité et de clarté à nos citoyens sur les mesures à adopter par les États membres. Nous avons souhaité aller plus loin en termes de coordination sur les stratégies de test, les reconnaissances réciproques de nos tests afin de réduire les durées de quarantaine et de lutter tous ensemble contre ce virus en fonction évidemment de son évolution et en prenant en compte son hétérogénéité entre nos pays, mais surtout je dirais entre les bassins de vie même dans chaque pays, mais sans pour autant que, comme nous l'avons vécu lors de la première phase, la gestion de l'épidémie ne vienne fracturer notre marché unique.

Nous sommes revenus sur notre stratégie commune en matière de vaccin et avons acté de nous retrouver de manière régulière par visio dans les prochaines semaines pour faire un point sur les avancées et nous coordonner encore plus finement.

La discussion a permis aussi d'aborder la question du climat hier soir. Nous avons eu en effet une première discussion stratégique avant les conclusions de fin d'année afin de fixer l'objectif de réduction des émissions de gaz à effets de serre de l'Union européenne pour 2030. Nous portons avec 10 autres États membres, la volonté de monter cette ambition et d'atteindre au moins 55 % de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030. Nous avons été rejoints hier par la Lituanie, je m'en félicite. Une dynamique est lancée. La discussion a permis de voir que nous avons des disparités en termes de stratégie, ce qui est normal, la réaffirmation d'une volonté claire et entière. Nous connaissons les sensibilités, mais ce premier tour d'horizon était utile pour rappeler l'importance de cette ambition et la clarifier.

Les débats de ce matin ont porté sur l'Afrique et notre partenariat avec ce continent. Nous défendons, là aussi avec un grand esprit de consensus, la nécessité de renforcer notre soutien aujourd'hui et demain. Nous aurons en décembre un sommet avec l'Union africaine et les membres du bureau. C'est un rendez-vous important et c'était aussi pour nous l'occasion de le préparer. Quelques points simplement sur ce sujet que je souhaitais ici rappeler. Le premier, nous devons soutenir l'Afrique dans ce contexte de pandémie parce que l'Afrique sera dans une croissance nulle voire une récession, - nous verrons les chiffres définitifs en fin d'année -, pour la première fois depuis des décennies, dans un continent dont nous connaissons la dynamique démographique. Les conséquences en termes sanitaires, économiques, sociales seront massives. Notre obligation est donc d'une part d'assister les Africains en matière de santé, renforcement de notre aide au système de santé primaire, accompagnement de l'effort en matière de vaccination. C'est l'initiative, je vous le rappelle, ACT-A, que nous avons lancée avec nos partenaires africains, plusieurs partenaires du G20, dès le début de la crise. Nous l'avons reconfirmée et nous devons la poursuivre. Nous avons investi dans celle-ci, nous la suivons de près et vous savez l'engagement de la France en la matière. Nous souhaitons aussi aller plus loin en termes d'accompagnement économique et social et avoir une vraie stratégie d'investissement.

L'un des points clés du sommet de décembre sera véritablement de mettre sur la table une stratégie d'investissement de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique et l'Union africaine, une stratégie par secteur et par pays qui est indispensable pour aider au maintien et à la relance du continent. Dans ce cadre, nous avons réaffirmé aussi notre volonté de poursuivre les efforts, commencés là aussi dans le cadre de l'initiative ACTA, relayés au niveau ministériel au G20, c'est-à-dire le moratoire sur les dettes et l'objectif de restructurer, voire d'annuler certaines dettes. Vous le savez, c'est là aussi ce que la France porte.

J'ai là aussi annoncé sur ces sujets, celui du climat et de l'Afrique, les deux rendez-vous prochains que la France aura à organiser ou co-organiser.

En matière de climat, nous co-présiderons avec Boris JOHNSON une conférence internationale le 12 décembre, actant et célébrant les 5 ans de la Conférence de Paris et préparant Glasgow, conférence durant laquelle nous souhaitons largement mobiliser dans la suite de nos échanges d'aujourd'hui, et mobiliser aussi nos partenaires non-européens.

J'ai également annoncé sur les sujets relatifs à l'Afrique l'organisation par la France d'un sommet sur le financement de l'économie africaine et donc les investissements mais aussi les règles de financement que nous souhaitons tenir en mai 2021 à Paris.

Nous avons également évoqué plusieurs sujets internationaux : la Biélorussie, en réaffirmant notre volonté d'avoir un dialogue inclusif et une solution politique avec les oppositions qui soit trouvée. Nous sommes revenus sur le sujet de la Turquie suite aux conclusions du 2 octobre et surtout suite à la reprise d'actions unilatérales et de provocations de la part de la Turquie pour réaffirmer très clairement notre disposition au dialogue mais aussi notre constat. La Turquie après les conclusions du 2 octobre a décidé de continuer la même méthode et donc nous avons réitéré celle-ci, notre soutien à Chypre et à la Grèce, notre volonté de ne céder en rien à ces provocations ou à un durcissement de la situation. Et en la matière, je veux ici dire que nous avons acté que nous reviendrons avec des décisions dans les prochains mois en fonction de l'évolution du comportement turc. Nous avons fait un point sur la situation dans le Nagorny Karabakh et j'ai pu évoquer les initiatives que la France, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique prennent ensemble, successivement et de manière coordonnée à l'égard des parties prenantes et notre volonté d'obtenir le plus rapidement un cessez-le-feu, un retour à une situation de calme et la reprise des négociations sans lesquelles aucune issue ne peut être trouvée de manière durable. Voilà les quelques points sur lesquels je souhaitais revenir pour rendre compte de ce Conseil européen et de nos conclusions. Et je vais maintenant répondre à vos questions.

Anne-Sophie BRADELLE

Bonjour à tous. Nous allons prendre une première question de Maria TADDEO de Bloomberg TV s'il vous plaît.

Maria TADDEO

Thank you very much Mister President. I want to ask you a question on Brexit. The Prime minister has made it clear that he's very unhappy about the conclusions of the summit and that he is ready to go for a WTO deal. For the investment community, for financial markets, for investors it's very difficult to understand how a deal this size could fall on fish. Can you explain us your rational why is fish crucial to you and are you ready to allow a deal like this to crumble over fish even just as small it is a GDP?

Emmanuel MACRON

Je pense que vous êtes victime d'une intoxication non pas alimentaire, mais à coup sûr informationnelle. Parce que l'état de nos discussions n'est pas que nous serions en train d'achopper sur la pêche, ce qui est l'argument tactique des Britanniques, mais nous échappons sur tout, tout. Premier point, nous sommes aussi très malheureux du Brexit mais c'est le choix souverain du peuple britannique.

Et il se trouve que les dirigeants souverains des 27 États membres qui ont fait le choix de rester dans l'Union européenne n'ont pas vocation à rendre heureux le Premier ministre de Grande-Bretagne. La deuxième chose, c'est qu'aujourd'hui notre principal problème, le premier, c'est celui des règles de concurrence loyale. Nous l'avons dit, la proposition que nous avons faite, celle qui d'ailleurs préserve notre unité, notre marché unique, celle qui correspond à peu près à l'accord que nous avons avec la Suisse, c'est l'accès au marché unique en contrepartie du respect de nos règles — nos règles sectorielles, nos règles sanitaires, nos règles environnementales, nos règles sociales, nos règles en matière d'aides d'Etat — et d'avoir une évolution dynamique. Et c'est juste parce que les Britanniques, quoi qu'on leur ait dit durant le vote, ont besoin du marché unique européen. Ils sont beaucoup plus dépendants de nous que nous ne le sommes d'eux. Or aujourd'hui ce qui est sur la table et la proposition britannique c'est accès au marché européen sans respect des règles, les règles aujourd'hui mais en pouvant les faire évoluer. C'est inacceptable parce que demain nous mettrions notre marché unique dans une situation impossible qui consisterait à avoir du dumping permanent de

mettrions notre marché unique dans une situation impossible qui consisterait à avoir du dumping permanent de la part des Britanniques sur tel ou tel secteur en matière sociale, réglementaire, environnementale, sans pouvoir répondre. Et donc il nous faut de manière très claire des règles identifiant le non-respect de cet alignement et des règles permettant de, si je puis dire, régler les différends que nous aurions sur cette base. Donc il y a beaucoup de travail à faire. Il n'a pas été pris de manière sérieuse aujourd'hui de l'autre côté de la Manche, je le regrette, mais c'est ça le principal point.

Sur la pêche, la pêche est un sujet qui est utilisé tactiquement par les Britanniques. Pourquoi ? Parce qu'en cas de no deal, c'est le seul sujet sur lequel Boris Johnson peut dire "J'ai gagné". S'il n'y a pas de deal, les pêcheurs européens n'auront plus accès aux eaux britanniques du tout. C'est ça la règle. Maintenant un deal doit permettre de définir les modalités d'accès de nos pêcheurs aux eaux britanniques. Est-ce que la situation sera la même qu'aujourd'hui ? Non, à coup sûr. Nos pêcheurs le savent, nous le savons avec eux, nous aurons à les accompagner. Est-ce que nous pouvons accepter un Brexit qui sacrifie nos pêcheurs ? Non, à coup sûr non plus, et je vous le dis très clairement parce que je ne vais pas aider tel ou tel secteur d'activité pour qu'il accède au marché unique et sacrifier les pêcheurs européens, à commencer par les pêcheurs français. Et donc, un accord sérieux est un accord qui permettra de prévoir dans la durée l'accès de nos pêcheurs aux eaux britanniques. Mais je vais vous dire quelques éléments très simples. Ça représente environ 750 millions d'euros, vous voyez les dizaines de milliards dont on parle, l'accès de tous nos pêcheurs aux eaux britanniques. Mais n'oublions jamais que les Britanniques accèdent aussi à nos eaux, les pêcheurs britanniques, pour environ 150 millions d'euros. Et donc de manière très claire, il y aura une symétrie. Les possibilités d'accès des pêcheurs britanniques à nos eaux ne seront pas non plus aussi favorables qu'aujourd'hui parce que s'il y a des baisses de notre côté, on demandera des baisses des leurs. Mais le maximum dont on parle, c'est 750 millions d'euros.

À côté de ça, nous allons mettre la discussion sur l'énergie, par exemple. Parce qu'aujourd'hui, l'accès au marché unique de l'énergie européen, ça a une valeur économique pour les Britanniques qui est entre 700 millions d'euros et 2 milliards et demi. C'est ça, la réalité.

Moi, je vous parle très franchement, je vous parle sans posture, mais de manière claire, il y a beaucoup de travail. Ce travail, il aurait pu être commencé plus tôt par les négociateurs britanniques. Il y a eu beaucoup de tactique. Le problème que nous avons aujourd'hui est loin d'être seulement la pêche. Il est beaucoup plus fondamental. Nous sommes prêts à discuter de bonne foi, à avancer, mais je serai clair aussi, nous ne sacrifierons aucune position, aucun intérêt, et nous ne sacrifierons pas nos pêcheurs.

Anne-Sophie BRADELLE

Une question de James FRINDLEY de Daily Mail.

James FRINDLEY

Alors donc je vais rebondir sur les questions de la pêche, si vous me permettez. Vous venez de dire, Monsieur le Président, que vous ne voulez pas sacrifier vos pêcheurs. Les Britanniques demandent depuis le début de négocier les quotas de pêche sur une base annuelle. Alors, dans quel sens s'agit-il du sacrifice des pêcheurs français, tout d'abord ? Deuxième question, si vous permettez, vous avez dit je crois hier que vous ne préférez pas d'accord qu'un mauvais accord. Alors dans ce cas-là, comme vous venez de dire qu'il n'y a plus d'accès aux Britanniques, il y a beaucoup d'euro-sceptiques qui seraient ravis avec cette situation. Donc je me demande, est-ce que vous êtes en quelque sorte un brexiter clandestin ? Merci beaucoup. James

Emmanuel MACRON

Alors, je ne m'immisce pas dans le débat britannique et je regarde ça avec le regard européen et français, donc je ne suis clandestin en rien. Je suis officiel dans toutes les positions que je prends. Sur les pêcheurs, je pense que nous devons avancer. Nous devons trouver les bons compromis. Ils sont possibles. On a besoin d'avoir un compromis avec de l'accès.

On sait qu'il n'aura pas la même nature, il ne sera pas aussi ambitieux, il sera sans doute conditionné, peut-être payant, mais il doit être aussi dans la durée parce qu'on doit se donner de la visibilité réciproque. Mais vous évoquez des choses qui ont filtré. Elles ne sont pas totalement aussi claires à ce stade, mais nous sommes tout à fait prêts à avancer sur une discussion qui permettrait d'affiner les choses, d'avoir des volumes, de rentrer dans les conditions et de donner de la visibilité à nos secteurs d'activité, les uns comme les autres. Parce que de la même manière, nous n'allons pas renégocier chaque année les conditions d'accès au marché unique des Britanniques. Donc je pense que là où les uns demandent de la visibilité, il est légitime que les autres la demandent aussi, à juste titre. Je ne vois pas pourquoi les Britanniques voudraient qu'on traite les pêcheurs européens différemment de leurs traders ou d'autres secteurs. On veut de la visibilité, on veut du respect réciproque et de l'accès réciproque. Négocions-le.

C'est une question après de modalité, mais je ne vois pas pourquoi il y aurait en fait deux catégories. Je ne m'y résous pas. Ensuite, vous avez raison, le risque dans un no deal, c'est qu'il n'y ait plus d'accès du tout pour nos pêcheurs. Nous serons amenés à ce moment-là à les aider. Ce serait le constat d'un échec de ces négociations.

Mais je dis que si nous avons un mauvais accord, qu'il concerne d'ailleurs la pêche ou d'autres secteurs, c'est plus grave parce que dans la dynamique, on accepterait un accès, des avantages du côté de ceux qui ont décidé unilatéralement de nous quitter sans avoir la part de responsabilité. Et je le dis, si vous prenez l'exemple de la pêche, en cas de no deal, nos pêcheurs n'ont plus accès aux eaux britanniques, c'est vrai. Mais en cas de no deal, la Grande-Bretagne, le Royaume-Uni n'a plus accès au système européen de l'énergie, un autre marché unique de l'énergie. Et ça lui coûte plus d'un milliard par an. Je ne suis pas brexiteur, ni clandestin ou que sais-je, mauvais deal pour le UK.

Anne-Sophie BRADELLE

Une question de Lionel JULLIEN d'Arte, s'il vous plaît.

Lionel JULLIEN

Bonjour Monsieur le Président. Deux petites questions, peut-être une plus grosse que l'autre, je ne sais pas. C'est un peu l'éléphant au milieu de la pièce, et vous en avez peu parlé : où est-ce qu'on en est des négociations budgétaires, CFP, plan de relance, mécanisme de l'État de droit ? Je voudrais savoir ce que vous avez dit, vous et peut-être vos partenaires, au Président SASSOLI, hier, parce qu'il en a parlé hier un tout petit peu en conférence de presse. Est-ce que vous comptez siffler la fin de la récréation des négociations avec le Parlement ? Ma deuxième question, c'est aussi un autre sujet : où est-ce qu'on en est aussi de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui devait commencer il y a 6 mois et qui n'a pas pu commencer, qui devait commencer aussi à la fin de l'année et qui, en tout cas, doit se terminer tel que c'est prévu, en tout cas, sous présidence française ? Voilà, merci.

Emmanuel MACRON

Merci, sur la deuxième question, vous avez parfaitement raison et je suis le premier à souhaiter qu'on puisse commencer très vite les travaux. Les discussions sont en train de s'achever sur la désignation du nom, en tout cas de la personne et de petits groupes à qui on le confierait. Donc, c'est une question de temps. Mais je partage votre impatience et la nécessité, en tout cas, que nous puissions trouver une conclusion. Sur les négociations budgétaires, il y a eu hier un échange avec le président du Parlement européen. Notre volonté très clairement affichée, c'est de pouvoir trouver un accord. Alors, des voix s'expriment. Elles sont légitimes. Des tensions sont apparues ces dernières semaines. Moi, je respecte beaucoup le Parlement européen et justement, les voix qui se sont exprimées.

Je pense qu'il est maintenant important, en tout cas c'est ce que j'ai dit hier après-midi, que nous travaillions tous ensemble à bâtir les conditions d'un accord le plus rapide possible. Pourquoi ? La première chose, parce que nous avons, en juillet, réussi un accord historique. On peut toujours l'améliorer. Mais si l'améliorer c'est fragiliser les termes de cet accord, on ne va pas dans le bon sens. On prend des risques. La deuxième chose, c'est que le monde nous regarde, en particulier les marchés financiers, pour certains de nos collègues qui ont beaucoup besoin de cet accord. La troisième chose, c'est que l'épidémie reprend partout, que nous sommes dans cette deuxième vague et qu'il est vraisemblable que nous aurons à redéfinir une réponse orchestrée.

Et donc, je pense que le moment est plutôt à l'esprit de compromis entre les institutions et la voie d'une bonne concorde. C'est dans ce sens-là qu'on s'est exprimés avec la volonté de trouver une issue favorable.